

d'Hibernia? La ministre a fait baisser le prix du pétrole et elle élimine le Programme d'encouragement du secteur pétrolier.

M. Mazankowski: Vous aviez tort en 1980 et vous avez tout aussi tort aujourd'hui.

Mlle Carney: Monsieur le Président, puis-je signaler que le parti du député a appuyé le Programme énergétique national qui partait du principe que le prix du pétrole allait grimper en flèche?

M. Waddell: Nous n'avons jamais appuyé le Programme énergétique national. Vous le savez.

Mlle Carney: Il dit qu'il n'a pas appuyé le Programme énergétique national. Nous pouvons lui citer un de ses discours.

M. Waddell: Reportez-vous au vote.

Mlle Carney: S'il s'inquiète au sujet d'Hibernia, je peux lui assurer que certains des principaux intérêts financiers qui participent à cette entreprise viennent de s'engager à réinvestir 800 millions par an dans ces ressources sous-marines. Je les rencontre fréquemment pour obtenir davantage d'engagements de ce genre. Toutes ces compagnies, y compris Petro-Canada, qui ont de gros intérêts dans la mise en valeur d'Hibernia et de Venture m'ont dit qu'en supprimant l'impôt sur les revenus pétroliers et en améliorant leur trésorerie, nous allions leur permettre d'accroître leurs investissements dans les ressources sous-marines de Beaufort et dans les gisements classiques.

Puis-je ajouter qu'avant le Programme énergétique national, le taux de réinvestissement annuel correspondait à 110 p. 100 des liquidités. Il est tombé à 65 p. 100 après l'instauration du Programme énergétique national. Nous leur fournissons la possibilité d'en revenir au taux de réinvestissement de 110 p. 100, car cela crée des emplois pour les Canadiens de tout le pays.

● (1550)

M. Boudria: Monsieur le Président, quand je l'ai interrogée au début de l'après-midi, la ministre m'a répondu que je trouverais la réponse dans son discours. Ma question avait trait au prix de l'essence en Ontario. Je vais la répéter pour sa gouverne et elle pourra peut-être me répondre maintenant.

Ce document a de profondes répercussions sur les consommateurs ontariens. Beaucoup de gens craignent notamment que le prix de l'essence n'augmente de 23c. le gallon, au détriment des Ontariens. La ministre a-t-elle consulté le premier ministre de cette province au sujet des détails de cette entente? D'après ce dernier, elle aurait négligé de le faire. La ministre veut-elle bien nous dire aussi pourquoi elle n'a pas procédé à des consultations? Évidemment, le gouvernement se targue de favoriser la consultation. Quelles garanties la ministre peut-elle donner aux Ontariens qu'ils ne se feront pas rouler immédiatement après les élections dans leur province, alors que le ministre des Finances (M. Wilson) pourra s'en prendre aux gens de l'Ontario en augmentant les taxes sur l'essence?

Mlle Carney: Monsieur le Président, je me demande vraiment si c'est là une question ou une série d'accusations. Avec votre permission, cependant, je tâcherai de répondre aux questions soulevées.

D'après le député, la déréglementation du secteur pétrolier a été prévue pour le mois de juin en raison des élections. Voilà qui prouve que le député connaît mal ce secteur, si j'ose parler

Accord de l'Ouest

ainsi. J'ai rappelé à maintes reprises qu'il fallait soixante jours ou plus au secteur pétrolier pour faire la transition d'un système fortement réglementé à un système d'économie de marché. Notre entente devait prendre fin le 31 mars et la date du 1^{er} juin est propice. Notre décision n'a rien à voir avec les élections en Ontario.

Le député a également parlé d'une hausse éventuelle du prix de l'essence. Je ne vois vraiment pas comment une entente négociée d'arrache-pied, qui a coûté six mois d'efforts et vise à libérer les prix de façon à refléter les fluctuations du marché, pourrait avoir pour effet d'accroître le prix de l'essence. Nous allons pratiquer le cours mondial. Nous y sommes presque déjà. Si le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a raison et que la déréglementation fasse baisser les prix, évidemment les conditions seront propices à la baisse des prix de l'essence. Ces prix ne vont certainement pas augmenter dans un marché à la baisse.

J'ai fait valoir maintes fois que ce ne sont pas les gouvernements qui fixent les prix de l'essence. Dans le passé, les gouvernements ont fixé des prix à la tête du puits. Nous allons créer le climat qui permettra aux forces du marché de s'exercer avec la participation des acheteurs et des vendeurs. Si les prix baissent, les prix des produits devraient baisser. Si les gouvernements provinciaux veulent accroître leurs taxes, nous n'y pourrions rien.

M. Elzinga: Monsieur le Président, je tiens à fournir à la ministre l'occasion de corriger certaines erreurs que nous sert l'opposition et de souligner un certain nombre de points qu'elle a fait valoir. Avant de lui poser directement la question, je voudrais partager avec la Chambre...

M. le Président: A l'ordre. Ce n'est pas le moment des déclarations. Nous en sommes à la période réservée aux questions portant sur la déclaration de la ministre. Le député a-t-il une question à poser à la ministre au sujet de sa déclaration et non au sujet des questions soulevées par l'autre côté?

M. Elzinga: Merci beaucoup, monsieur le Président. La ministre pourrait-elle rappeler à l'opposition l'incidence que cela aura sur la création d'emplois au Canada?

Mlle Carney: Monsieur le Président, je peux faire cela. Je peux aussi signaler que, comme nous avons supprimé la redevance de la participation canadienne, les prix du gaz naturel baisseront à partir du 1^{er} juin. Lorsqu'une taxe disparaît, les prix ont tendance à baisser.

En ce qui concerne la création d'emplois, je voudrais signaler certains avantages possibles. Je le répète, le Conseil économique du Canada parle de 100,000 nouveaux emplois. Des organismes indépendants, tel Chase, en prévoient 300,000. Nous savons que nous avons perdu des emplois à cause du PEN et nous nous attendons à une reprise de ce côté-là. Nous avons déjà fait un pas en ce sens grâce aux mesures contenues dans l'exposé du 8 novembre et visant à accroître les profits des petits producteurs. Nous comptons que des emplois seront créés dans tout le pays.

M. le Président: Je vais voir à cela dès maintenant, car nous allons manquer de temps. J'ai le sentiment que la Chambre souhaite poser un tas de questions à ce sujet.

Une voix: Demandez le consentement unanime.